

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.
Stukken van het Waals Parlement, 640 (2020-2021) Nrs. 1 tot 5
Volledig verslag, plenaire zitting van 20 oktober 2021.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22346]

16 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, article 6 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 mai 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 juin 2021 ;

Vu le rapport du 21 mai 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 69.514/2 du Conseil d'État, donné le 28 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que par sa communication 2020/C 224 /02 publiée au JOUE du 8 juillet 2020, la commission a procédé à une prolongation des lignes directrices des aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Considérant que par décision du 19 octobre 2020, la Commission a considéré la prolongation de la carte belge des aides à finalité régionale jusqu'au 31 décembre 2021 inclus comme étant compatible avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Considérant qu'en conséquence, l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 restent d'application jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Considérant que la Commission européenne a adopté le 19 avril 2021 des nouvelles lignes directrices des aides à finalité régionale pour la période 2022-2027 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant qu'en conséquence, la carte des aides à finalité régionale 2022-2027 déterminée selon des critères fixés dans les lignes directrices des aides à finalité régionale précitées sera différente de la carte des aides à finalité régionale 2014-2020, prolongée jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Considérant qu'il y a lieu pour la Région wallonne et les entreprises concernées, pour des questions de sécurité juridique et de planification des investissements prévus, de fixer les dates ultimes pour l'introduction des demandes et régler le sort des dossiers d'aides à finalité régionale qui seront introduits pendant cette période de transition afin de permettre à ces entreprises d'encore bénéficier d'une aide économique sur base de la carte belge des aides à finalité régionale 2014-2020, prolongée jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Considérant que la date ultime pour le dépôt de ces dossiers doit être fixée au 31 octobre 2021 et que les demandes préalables de prime doivent être introduites pour le 15 octobre 2021 ;

Considérant que le présent arrêté est relatif à des mesures temporaires et dérogatoires aux principes en vue de permettre aux entreprises qui auraient introduit une demande préalable de prime en 2021 puissent encore bénéficier d'une aide économique sur base de la carte belge des aides à finalité régionale 2014-2020, prolongée jusqu'au 31 décembre 2021 alors qu'elles ne pourraient plus y prétendre lors de l'application de la nouvelle carte des aides à finalité régionale 2022-2027 ;

Considérant que les entreprises ont en principe un délai de 6 mois après l'introduction de la demande de prime pour introduire leur dossier et qu'afin de leur donner la possibilité de bénéficier des mesures dérogatoires et temporaires visées par le présent arrêté, il est nécessaire que celui-ci rétroagisse ;

Considérant qu'il y a lieu que ces dispositions rétroagissent au 1^{er} avril 2021 afin de tenir compte des entreprises qui ont introduit une demande de prime, entre le 1^{er} avril 2021 et le 30 septembre 2021, visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 précité et ainsi leur permettre de bénéficier des mesures dérogatoires du présent arrêté ;

Considérant qu'ainsi les entreprises auront la possibilité d'introduire leur dossier pour le 31 octobre 2021 ;

Considérant que la rétroactive se justifie dans l'intérêt des entreprises qui ne pourront plus prétendre à une aide économique à partir du 1^{er} janvier 2022 du fait que leur situation géographique ne sera plus reconnue, comme zone de développement conformément à la nouvelle carte belge des aides à finalité régionale 2022-2027 ;

Considérant qu'il s'agit d'une mesure temporaire en faveur de certaines entreprises qui ne seront plus situées en zone de développement à daté du 1^{er} janvier 2022, la disposition insérée par le présent arrêté dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 précité, cessera de produire ses effets le 1^{er} janvier 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, il est inséré un article 9bis rédigé comme suit :

« Art. 9bis. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 8, alinéas 1^{er} et 4, et en vue de permettre à l'Administration d'analyser la demande de prime et le dossier en tenant compte des zones de développement prolongées jusqu'au 31 décembre 2021, l'entreprise :

1° introduit, au plus tard le 15 octobre 2021 auprès de l'Administration, une demande de prime avant le début des travaux liés au programme d'investissement ;

2° introduit, au plus tard pour le 31 octobre 2021 auprès de l'Administration, un dossier sur base d'un formulaire type que l'Administration détermine.

§ 2. Par dérogation à l'article 9, alinéa 1^{er}, et en vue de permettre à l'Administration d'analyser la demande de prime et le dossier de l'entreprise qui se situe en zones de développement prolongées jusqu'au 31 décembre 2021, l'Administration adresse à l'entreprise dans le mois à compter de la date de réception du dossier, une demande relative aux renseignements manquants en lui accordant un délai qui est fixé dans ladite demande afin de compléter son dossier.

Par dérogation à l'article 9, alinéa 2, et en vue de permettre à l'Administration d'analyser la demande de prime et le dossier de l'entreprise qui se situe en zones de développement prolongées jusqu'au 31 décembre 2021, si l'entreprise n'a pas transmis les renseignements sollicités par l'Administration dans le délai spécifié à l'alinéa précédent, l'administration notifie à l'entreprise la suspension du traitement de son dossier dans l'attente de l'approbation de la carte des zones de développement 2022-2027. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} avril 2021 et cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 3. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/22346]

16. SEPTEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, Artikel 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

Aufgrund der am 19. Mai 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 3. Juni 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 21. Mai 2021;

Aufgrund des am 28. Juni 2021 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 69.514/2 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission mit ihrer Mitteilung 2020/C 224/02, die am 8. Juli 2020 im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlicht wurde, die Leitlinien für Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2014-2020 bis zum 31. Dezember 2021 verlängert hat;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission mit ihrem Beschluss vom 19. Oktober 2020 die Verlängerung der belgischen Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung bis einschließlich 31. Dezember 2021 als mit dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union vereinbar angesehen hat;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107 § 3 Buchstabe c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020 folglich bis zum 31. Dezember 2021 anwendbar bleibt;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission am 19. April 2021 neue Leitlinien für die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2022-2027 verabschiedet hat, die am 1. Januar 2022 in Kraft treten werden;

In der Erwägung, dass die Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2022-2027, die nach Kriterien festgelegt wurde, die in den vorgenannten Leitlinien für die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung bestimmt sind, sich folglich von der bis zum 31. Dezember 2021 verlängerten Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2014-2020 unterscheiden wird;

In der Erwägung, dass es aus Gründen der Rechtssicherheit und der Planung der vorgesehenen Investitionen für die Wallonische Region und die betreffenden Unternehmen wichtig ist, die Stichtage für die Einreichung der Anträge festzulegen und die erforderlichen Beschlüsse betreffend die Beihilfen mit regionaler Zielsetzung zu fassen, die während dieses Übergangszeitraums eingereicht werden, damit diese Unternehmen noch über wirtschaftliche Beihilfen auf der Grundlage der bis zum 31. Dezember 2021 verlängerten belgischen Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2014- 2020 verfügen können;

In der Erwägung, dass der Stichtag für die Hinterlegung dieser Akten auf den 31. Oktober 2021 festgelegt werden muss, und die vorherigen Prämienanträge bis zum 15. Oktober 2021 einzureichen sind;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass vorübergehende und von den Grundsätzen abweichende Maßnahmen betrifft, damit die Unternehmen, die im Jahre 2021 einen vorherigen Prämienantrag eingereicht hätten, noch wirtschaftliche Beihilfen auf der Grundlage der bis zum 31. Dezember 2021 verlängerten belgischen Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2014-2020 beziehen können, wohingegen sie diese Beihilfen bei Anwendung der neuen Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2022-2027 nicht mehr beanspruchen könnten;

In der Erwägung, dass die Unternehmen grundsätzlich über eine Frist von 6 Monaten nach Einreichung des Prämienantrags verfügen, um ihre Akte einzureichen, und dass es notwendig ist, diesen Erlass rückwirkend anzuwenden, um ihnen die Möglichkeit zu geben, in den Genuss der in diesem Erlass genannten abweichenden und vorübergehenden Maßnahmen zu kommen;

In der Erwägung, dass diese Bestimmungen rückwirkend zum 1. April 2021 gelten sollten, um die Unternehmen zu berücksichtigen, die zwischen dem 1. April 2021 und dem 30. September 2021 einen Prämienantrag gemäß Artikel 8 Absatz 1 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 gestellt haben, und ihnen somit die Möglichkeit zu geben, in den Genuss der abweichenden Maßnahmen des vorliegenden Erlasses zu kommen;

In der Erwägung, dass die Unternehmen auf diese Weise die Möglichkeit haben werden, ihre Akte bis zum 31. Oktober 2021 einzureichen;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung im Interesse der Unternehmen gerechtfertigt ist, die ab dem 1. Januar 2022 nicht mehr für wirtschaftliche Beihilfen in Frage kommen, weil ihr geografischer Standort nicht mehr als Entwicklungsgebiet gemäß der neuen belgischen Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2022-2027 anerkannt werden wird;

In der Erwägung, dass es sich um eine vorübergehende Maßnahme zugunsten bestimmter Unternehmen handelt, die ab dem 1. Januar 2022 nicht mehr in einem Entwicklungsgebiet gelegen sein werden, und dass die durch den vorliegenden Erlass in den vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 eingefügte Bestimmung am 1. Januar 2022 nicht mehr wirksam sein wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe wird ein Artikel *9bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *9bis* - § 1. Um es der Verwaltung möglich zu machen, den Prämienantrag und die Akte unter Berücksichtigung der bis zum 31. Dezember 2021 verlängerten Entwicklungsgebiete zu untersuchen, gilt in Abweichung von Artikel 8 Absätze 1 und 4, dass der Betrieb

1° vor dem Anfang der mit dem Investitionsprogramm verbundenen Arbeiten bis spätestens 15. Oktober 2021 einen Prämienantrag bei der Verwaltung einreicht;

2° spätestens zum 31. Oktober 2021 eine aufgrund eines von der Verwaltung festgelegten Musterformulars basierende Akte bei der Verwaltung einreicht.

§ 2. Um es der Verwaltung möglich zu machen, den Prämienantrag und die Akte des Betriebs zu untersuchen, der sich in einem der bis zum 31. Dezember 2021 verlängerten Entwicklungsgebiete befindet, gilt in Abweichung von Artikel 9 Absatz 1, dass die Verwaltung dem Betrieb innerhalb eines Monats ab dem Datum des Eingangs der Akte eine Anfrage in Bezug auf die fehlenden Angaben übermittelt, wobei sie ihm zur Ergänzung seiner Akte eine Frist einräumt, die in dieser Anfrage angegeben ist.

Um es der Verwaltung möglich zu machen, den Prämienantrag und die Akte des Betriebs zu untersuchen, der sich in einem der bis zum 31. Dezember 2021 verlängerten Entwicklungsgebiete befindet, gilt in Abweichung von Artikel 9 Absatz 2 dass, wenn der Betrieb die von der Verwaltung beantragten Angaben nicht innerhalb der in vorigem Absatz genannten Frist übermittelt hat, die Verwaltung dem Betrieb die Aussetzung der Verarbeitung seiner Akte in Erwartung der Billigung der Karte der Entwicklungsgebiete 2022-2027 mitteilt."

Art. 2 - Der vorliegende Erlass wird am 1. April 2021 wirksam und verliert seine Wirkung am 1. Januar 2022.

Art. 3 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. September 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22346]

16 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, artikel 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 mei 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 juni 2021;

Gelet op het verslag van 21 mei 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 69.514/2 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Commissie met haar mededeling 2020/C 224 /02 gepubliceerd in het PBEU van 8 juli 2020, de richtsnoeren inzake regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020 tot en met 31 december 2021 heeft verlengd;

Overwegende dat de Commissie, in haar besluit van 19 oktober 2020, de verlenging van de Belgische kaart van de regionale steunmaatregelen tot en met 31 december 2021 verenigbaar heeft geacht met het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximale steunbedragen vastgesteld overeenkomstig de richtsnoeren inzake regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020 bijgevolg van toepassing blijven tot en met 31 december 2021;

Overwegende dat de Europese Commissie op 19 april 2021 nieuwe richtsnoeren inzake regionale steunmaatregelen voor de periode 2022-2027 aangenomen heeft, die op 1 januari 2022 in werking zullen treden;

Overwegende dat de kaart van de regionale steunmaatregelen voor 2022-2027, die is vastgesteld op basis van de criteria bepaald in de bovengenoemde richtsnoeren inzake regionale steunmaatregelen, bijgevolg zal verschillen van de kaart van de regionale steunmaatregelen voor 2014-2020, die tot 31 december 2021 verlengd is;

Overwegende dat het voor het Waalse Gewest en de betrokken bedrijven wat betreft de rechtszekerheid en de planning van de voorziene investeringen noodzakelijk is om de uiterste data vast te stellen voor de indiening van de aanvragen en om de kwestie te regelen van de dossiers betreffende de regionale steunmaatregelen die tijdens deze overgangperiode ingediend zullen worden, zodat deze ondernemingen economische steun kunnen blijven genieten op basis van de Belgische kaart van de regionale steunmaatregelen voor 2014-2020, die tot 31 december 2021 verlengd is;

Overwegende dat de uiterste datum voor de indiening van deze dossiers op 31 oktober 2021 moet worden vastgesteld en dat de voorafgaande premieaanvragen tegen 15 oktober 2021 moeten worden ingediend;

Overwegende dat dit besluit tijdelijke maatregelen betreft die afwijken van de beginselen om ondernemingen die in 2021 een voorafgaande premieaanvraag ingediend zouden hebben, toe te laten economische steun te blijven genieten op basis van de Belgische kaart van de regionale steunmaatregelen voor 2014-2020, die tot 31 december 2021 is verlengd, terwijl zij niet langer in aanmerking zouden komen wanneer de nieuwe kaart van de regionale steunmaatregelen voor 2022-2027 toegepast zou worden;

Overwegende dat de ondernemingen in beginsel over een termijn van zes maanden na de indiening van de premieaanvraag beschikken om hun dossier in te dienen en dat het noodzakelijk is dat dit besluit met terugwerkende kracht werkt, om hen in staat te stellen gebruik te maken van de in dit besluit bedoelde afwijkende en tijdelijke maatregelen;

Overwegende dat deze bepalingen met terugwerkende kracht moeten worden toegepast tot 1 april 2021, teneinde rekening te houden met de ondernemingen die tussen 1 april 2021 en 30 september 2021 een premieaanvraag hebben ingediend, als bedoeld in artikel 8, lid 1, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004, en hen aldus in aanmerking te laten komen voor de afwijkende maatregelen van dit besluit;

Overwegende dat de ondernemingen bijgevolg de mogelijkheid zullen hebben om hun dossier tegen 31 oktober 2021 in te dienen;

Overwegende dat de terugwerkende kracht gerechtvaardigd is in het belang van de ondernemingen die vanaf 1 januari 2022 niet langer in aanmerking zullen komen voor economische steun omdat hun geografische locatie niet langer erkend zal worden als ontwikkelingsgebied overeenkomstig de nieuwe Belgische kaart van de regionale steunmaatregelen voor 2022-2027;<0}

Overwegende dat het om een tijdelijke maatregel gaat ten gunste van bepaalde ondernemingen die vanaf 1 januari 2022 niet langer in een ontwikkelingsgebied gevestigd zullen zijn, zal de bepaling die bij dit besluit wordt ingevoegd in het voornoemde besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004, op 1 januari 2022 ophouden uitwerking te hebben;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 9bis. § 1. In afwijking van artikel 8, leden 1 en 4, en om de Administratie in staat te stellen de premieaanvraag en het dossier te analyseren, rekening houdend met de tot 31 december 2021 verlengde ontwikkelingsgebieden, dient de onderneming:

1° een premieaanvraag in bij de Administratie uiterlijk tegen 15 oktober 2021, vóór de aanvang van de werkzaamheden in verband met het investeringsprogramma;

2° een dossier in op grond van een modelformulier dat bij de Administratie beschikbaar is, uiterlijk tegen 31 oktober 2021.

§ 2. In afwijking van artikel 9, eerste lid, en om de Administratie in staat te stellen de premieaanvraag en het dossier van de onderneming te analyseren die in tot 31 december 2021 verlengde ontwikkelingsgebieden gevestigd is, zendt de Administratie de onderneming binnen een maand na de datum van ontvangst van het dossier een verzoek om de ontbrekende gegevens toe, waarbij aan de onderneming een termijn wordt toegekend, die in dat verzoek wordt vastgesteld, om haar dossier aan te vullen.

In afwijking van artikel 9, lid 2, en om de Administratie in staat te stellen de premieaanvraag en het dossier van de onderneming te analyseren die in tot 31 december 2021 verlengde ontwikkelingsgebieden gevestigd is, indien de onderneming de door de Administratie aangevraagde inlichtingen niet binnen de in het vorige lid genoemde termijn heeft verstrekt, stelt de Administratie de onderneming in kennis van de schorsing van de behandeling van haar dossier in afwachting van de goedkeuring van de kaart van de ontwikkelingsgebieden voor 2022-2027. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2021 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2022.

Art. 3. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33666]

16 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté ministériel remplaçant les annexes 1^{re} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4 et D.134, alinéa 1^{er}, 9° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière, l'article 10, § 4 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 17 juin 2021 ;

Vu le rapport du 21 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 7 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive d'exécution (UE) 2021/746 de la commission du 6 mai 2021 modifiant les Directives 2003/90/CE et 2003/91/CE en ce qui concerne les protocoles d'examen de certaines variétés des espèces de plantes agricoles et des espèces de légumes, et modifiant la Directive 2003/90/CE en ce qui concerne certaines dénominations botaniques de plantes.

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière, l'annexe 1^{re}, remplacée par l'arrêté ministériel du 14 avril 2020, est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 3. Dans le même arrêté, l'annexe 2, remplacée par l'arrêté ministériel du 14 avril 2020, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté s'applique aux examens en cours au moment de son entrée en vigueur.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Namur, le 16 septembre 2021.

W. BORSUS